

LE TEMPS

FRANCE

Le jour où Emmanuel Macron a reculé

Il ne voulait pas être comme les autres présidents français. Pourtant, face aux désordres de la rue, lui aussi a reculé. Emmanuel Macron gèle des hausses de taxes, mais ne calme pas la colère, alors que blocages et manifestations des «gilets jaunes» vont perdurer



Le président français Emmanuel Macron le dimanche 2 décembre à Paris. Deux jours plus tard, il a laissé son premier ministre annoncer la suspension de la hausse des taxes sur l'essence, contre laquelle les «gilets jaunes» sont mobilisés depuis le 17... — © Etienne Laurent/EPA

Béatrice Houchard, Paris

Publié mardi 4 décembre 2018 à 19:03
Modifié mardi 4 décembre 2018 à 20:36

Il avait dit et répété que, contrairement à ses prédécesseurs, il ne ferait jamais marche arrière. Promesse non tenue: Emmanuel Macron a laissé mardi son premier ministre, Edouard Philippe, annoncer des mesures qui apparaissent bien comme un recul, lequel en annonce peut-être d'autres.

Une hausse provisoirement suspendue

Le gouvernement a cédé sur les causes premières du mouvement des «gilets jaunes», qui agite la France depuis le 17 novembre: la hausse prévue le 1er janvier 2019 de la taxe carbone sur l'essence, le mazout et le diesel, est suspendue pour une durée de six mois; comme sont suspendus l'objectif d'une convergence entre le prix du diesel et celui de l'essence, le nouveau dispositif (plus compliqué et plus cher) du contrôle technique obligatoire des automobiles et l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité.

Lire aussi: [«Chez les gilets jaunes: on ne veut pas un plan de six mois mais un projet pour la vie»](#)

Annoncée au début de la crise, cette décision de mettre en place un moratoire avant une grande concertation nationale avec les corps intermédiaires et les Français aurait sans doute pu faire baisser la température. Maintenant, entendait-on dire mardi dans les couloirs de l'Assemblée nationale, c'est sans doute «trop peu et trop tard». Sur les barrages qui persistent dans de nombreuses communes de France, les «gilets jaunes» ne semblaient pas convaincus, la colère s'étant étendue bien au-delà du montant des taxes, passant du coût de l'essence au slogan «Macron démission».

Les prochaines réformes s'annoncent difficiles

Pour s'être entêté pendant trois semaines en répétant qu'il n'était pas question de changer de «cap», Emmanuel Macron s'est peut-être lié les mains pour le reste de son quinquennat, qui a connu mardi un tournant. «Aucune taxe ne mérite de mettre en danger l'unité de la nation», a répété Edouard Philippe. Mais si les prochaines manifestations prévues samedi à Paris tourment mal, c'est bien l'unité de la nation qui sera menacée, au-delà de la crise politique majeure dans laquelle est plongé le pays.

Or, il reste de nombreuses réformes sur le carnet de bal d'Emmanuel Macron, notamment une réforme des retraites qu'il lui sera bien difficile de faire avaler après l'épisode des «gilets jaunes», d'autres serrages de vis économiques, des réformes explosives comme la procréation médicalement assistée ou l'organisation de l'islam. Sans parler de la réforme constitutionnelle, qui a du plomb dans l'aile... sauf si Emmanuel Macron profite du contexte pour donner aussi satisfaction aux «gilets jaunes» en annonçant des référendums ou la proportionnelle intégrale aux législatives. Mais ce n'est pas le plus probable.

Le premier ministre comme fusible?

Le président de la République n'a pas réussi à reprendre la main. Toujours silencieux, il continue de prendre des décisions incompréhensibles, comme celle d'annuler mardi un déjeuner avec des élus locaux qui tombait pourtant à pic pour évoquer l'état quasi insurrectionnel du pays. Cette semaine, il met en avant son premier ministre, qui va se retrouver mercredi face à l'Assemblée et jeudi face au Sénat pour des débats où il n'a pas grand-chose à craindre. Mais si, samedi, le chaos est de retour, c'est le sort du premier ministre, éternel «fusible» du président sous la Ve République, qui sera scellé.

Et même dans l'hypothèse d'un départ du premier ministre, le retour à la normale ne serait pas acquis. Dans le dernier baromètre de l'Ifop, seulement 23% des Français soutiennent Emmanuel Macron. Même François Hollande n'avait pas fait pire. Et dans la liste de ses «traits d'image» sondés par l'institut Louis Harris Interactive, ce sont les qualificatifs «arrogant», «déconnecté des réalités» et «trop autoritaire» qui sont cités par près de trois quarts des Français. Pour sortir de la tourmente, Emmanuel Macron, l'amoureux de la littérature, devra soigneusement choisir ses mots quand il décidera de prendre la parole.

«Ce mouvement est si divers qu'il est imperméable à la récupération politique»

Pour Aurélien Delpirou, maître de conférences à l'École d'urbanisme de Paris, la crise des «gilets jaunes» témoigne d'une France complexe que ses dirigeants n'ont pas comprise. Selon lui, la crise actuelle incite une bonne fois pour toutes à sortir d'une lecture binaire de la France contemporaine.

Le Temps: Cette crise marque-t-elle un point de bascule dans la présidence d'Emmanuel Macron?

Aurélien Delpirou: Le discours des «gilets jaunes» trahit une forme de contestation radicale de l'exercice du pouvoir tel qu'il est mené en France. Emmanuel Macron, qui l'incarne de manière emblématique, ne pourra certainement plus gouverner comme avant. S'il souhaite pérenniser son mandat, il devra radicalement changer sa façon d'exercer le pouvoir.

Vous dénoncez l'aspect caricatural des analyses du mouvement des «gilets jaunes».

Ces analyses binaires qu'on nous rabâche sont insupportables. La globalisation a engendré un paysage beaucoup plus complexe que celui d'une France divisée en deux entre un espace rural et un autre urbain. Ces visions ne correspondent pas à la réalité. En plus, elles ne produisent aucune solution politique possible.

La hausse du prix du carburant est-elle vraiment le centre des problèmes?

Ça a été l'étincelle. Mais si on regarde les chiffres, sur un an, le carburant correspond à 3% du budget des ménages. L'automobile est au cœur des pratiques sociales des Français. Quoi qu'il en soit, très vite les revendications ont été plutôt fiscales. Et depuis trois ou quatre jours elles sont devenues socio-économiques. On parle retraites, pouvoir d'achat, salaires.

Vous êtes allé à Limoges parmi les manifestants. Qui sont-ils?

Ce sont des membres des classes moyennes dans toute leur diversité, qui habitent autant les espaces périurbains que les quartiers des périphéries proches des villes. Ce sont des gens qui se mobilisent pour des questions de justice sociale et fiscale.

Les «gilets jaunes» vont-ils se transformer en parti politique?

Tous les partis ont essayé de les récupérer. Mais ce mouvement est si divers qu'il est imperméable à la récupération.

Cette crise vous surprend-elle?

Non. La colère gronde depuis 2011 avec la crise de l'endettement. Cela me surprend encore moins que le mouvement vienne par le bas.